MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# Actu' DGER

Le mensuel de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

## L'ÉDITO

## ACTUALITÉS DU MOIS

▶ ENSEIGNEMENT

## DOSSIER DU MOIS

**L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ULTRAMARIN, DES FORMATIONS OUVERTES SUR LE MONDE**

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

▶ ACTUALITÉS DES ÉTABLISSEMENTS

## INFORMATIONS PRATIQUES

▶ À LIRE ▶ À NOTER ▶ NOMINATIONS
▶ ARRIVÉES ET DÉPARTS

**JANVIER / FÉVRIER 2021** **N°5**

Directrice de la publication : Valérie Baduel
Rédaction/Mise en page : direction générale de l'enseignement et de la recherche

## Édito

A l'orée de cette nouvelle année, nous avons tous l'espoir d'une amélioration prochaine de la situation sanitaire. Nous voudrions tous pouvoir enfin accueillir de nouveau tous les élèves, apprentis, étudiants et les stagiaires de la formation continue dans les établissements et retrouver la convivialité et les contacts humains qui font la richesse de l'Enseignement agricole et nous font tant défaut. Il nous faut donc poursuivre nos efforts et renforcer notre vigilance de tous les instants.

Si éprouvante que soit cette crise, l'enseignement et la recherche agricoles ont encore prouvé leur dynamisme et leurs agents ont démontré leur remarquable engagement. Leur rôle fondamental pour la société a été mis en lumière.

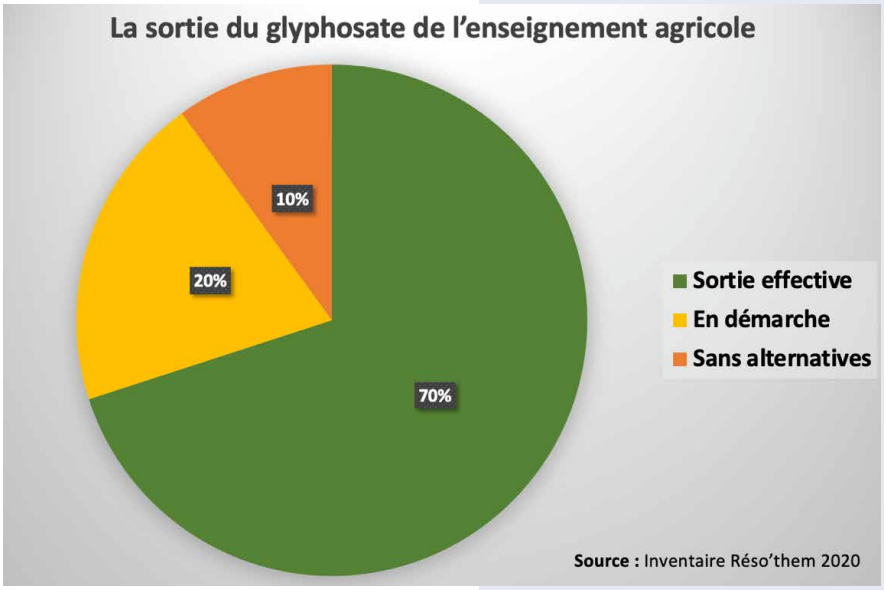
Je suis extrêmement attachée à ce dispositif original et précieux, que nous envient nombre de nos partenaires étrangers. C'est donc un grand bonheur pour moi que d'avoir été nommée à la direction de l'enseignement et de la recherche et de pouvoir, avec vous, assurer la reconnaissance de ce dispositif unique et celle des hommes et des femmes qui en sont les chevilles ouvrières. Je voudrais le consolider et lui donner l'avenir qu'il mérite. Partageant passion et ambition, je ne doute pas que nous y parviendrons en unissant nos efforts.

L'ouverture, la diversité et l'ancrage au cœur des territoires comptent parmi les « marqueurs » de l'enseignement agricole. Ce numéro d'Actu DGER comporte un dossier spécial Outre-mer qui permettra à chacun de prendre la mesure de la richesse des activités et des initiatives de nos établissements et des communautés éducatives et étudiantes.

Voilà qui va renforcer encore nos envies de partage et de rencontres !

Valérie Baduel
Directrice générale
de l'enseignement et de la recherche

## L'utilisation du glyphosate diminue fortement dans l'enseignement agricole public !




Les enquêtes réalisées en décembre 2020 par Réso'them auprès de l'ensemble des directeurs des exploitations agricoles de l'enseignement technique public indiquent que 70% des exploitations agricoles sont déjà sorties du glyphosate (+ 33% par rapport à 2019) sur un total de 192 (France métropolitaine et DROM-COM). Les autres exploitations sont soit en démarche active, soit en recherche d'alternatives pour en sortir d'ici la fin de 2021.

Ce succès s'explique par plusieurs leviers : la conversion en agriculture biologique, la diversification végétale (Cultures nettoyantes, nouvelles espèces et variétés de cultures, implantations de couverts végétaux, allongements des rotations, prairies complexes et permanentes), le désherbage mécanique et l'utilisation de systèmes de paillage ou de mulch.

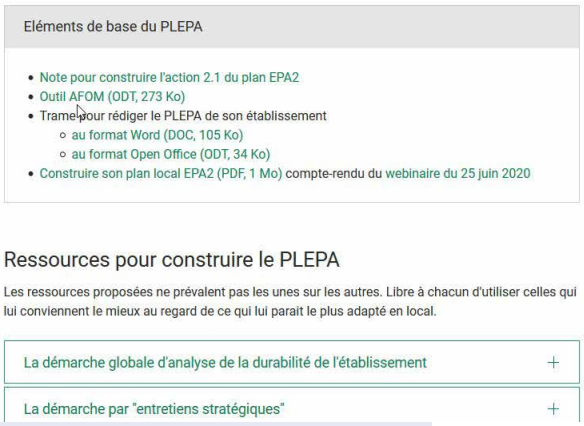
Cependant, quelques difficultés restent à surmonter, notamment en agriculture de conservation (gestion des adventices en semis direct) et par rapport aux conséquences qui résultent de l'abandon du glyphosate. Il s'agit en particulier de pallier les coûts supplémentaires de main-d'œuvre, de carburant et d'achat de matériel. La sortie du glyphosate implique également de mieux faire face au changement climatique en mettant en place des systèmes de culture plus résilients.

La mise en œuvre du plan « *Enseigner à produire autrement pour les transitions et l'agroécologie* » 2020-2024 et des dispositifs associés d'accompagnement permettront de confirmer en 2021 l'abandon du glyphosate dans la totalité des exploitations agricoles. Un appui sera proposé pour accompagner les 10% des exploitations qui n'ont pas encore trouvé d'alternatives.

## 4ème comité technique du plan EPA 2

Le 10 décembre dernier s'est tenu le quatrième comité technique du plan « *Enseigner à produire autrement pour les transitions et l'agroécologie* », qui rassemble, outre les services concernés de la DGER, les réseaux d'encadrement (ENA, Resothem et réseau EDD, chargés de mission ADT et politiques éducatives en DRAAF, association des directeurs d'EPLEEFPA), ainsi que les fédérations de l'enseignement privé.

Ce comité a permis de faire état de l'avancement global des actions et de présenter les premiers résultats encourageants obtenus, par exemple sur l'arrêt de l'utilisation du glyphosate qui se généralise grâce à l'implication forte des exploitations de l'enseignement public ou sur la mise en œuvre des objectifs de la loi EGALIM par les établissements en 2020.



- Guide pour la Gouvernance Régionale et Locale du plan EPA 2 (PDF, 1,8 Mo)
- Instruction DGER/SDRICI/2020/398 du 29 juin 2020

*Site pour trouver les Ressources afin d'établir son PLEPA*

Quant à la mise en place des PREPA (plans régionaux) et PLEPA (plans locaux), la moitié des DRAAF/SRFD ont finalisé la première phase (orientations politiques des PLEPA) fin 2020. Au niveau des établissements, l'effort se poursuit pour

conjuguer les objectifs techniques et pédagogiques dans l'élaboration de leur PLEPA, dans un contexte où la gestion de la situation sanitaire inédite est bien sûr prioritaire. Enfin, la qualité des formations organisées par les ENA auprès des équipes mobilisées dans les établissements (dont les référents EPA) cet automne et de l'accompagnement de terrain à la conception des PLEPA pour plusieurs établissements a été salué.

Le comité technique souhaite, dès le premier trimestre 2021, renforcer l'accompagnement à la mise en place des PREPA et des PLEPA sur le terrain et se rapprocher des fédérations du privé pour faire converger les nombreuses initiatives.

## Actualités Reseau FORMABIO

### Des partenariats en action pour EPA2

**Le 9 décembre** fut une journée chargée pour des membres du réseau FORMABIO puisque ce jour-là, deux comités de suivi de conventions ont été organisés en visioconférence.

**Le comité de suivi de la convention ITAB - DGER** a rassemblé 7 personnes des 2 structures pour faire le point sur les actions de partenariat menées: recherche et développement dans des projets financés par les fonds CASDAR ou dans des Réseaux Mixtes Technologiques, communication et valorisation lors de différents événements. Des projets d'expérimentation et de démonstration multisites (action 3-3 du plan EPA2) sont à envisager en particulier avec les établissements voisins des structures d'ITAB-LAB.

14 personnes se sont retrouvées pour le **comité de suivi de la convention FNAB-DGER**. L'adjoint à la Directrice Générale de l'Enseignement et de la Recherche, et le président de la FNAB, ont introduit ce comité, avant de discuter des différentes actions et de leurs perspectives pour 2021. Parmi les nombreuses actions, citons en particulier celle menée par la FNAB auprès des agriculteurs de leur réseau pour leur permettre d'accueillir des apprentis, ou celle menée conjointement par les 2 parties, pour accompagner les projets de conversion des fermes des établissements de formation et pour la mise en œuvre de la loi EGALIM.

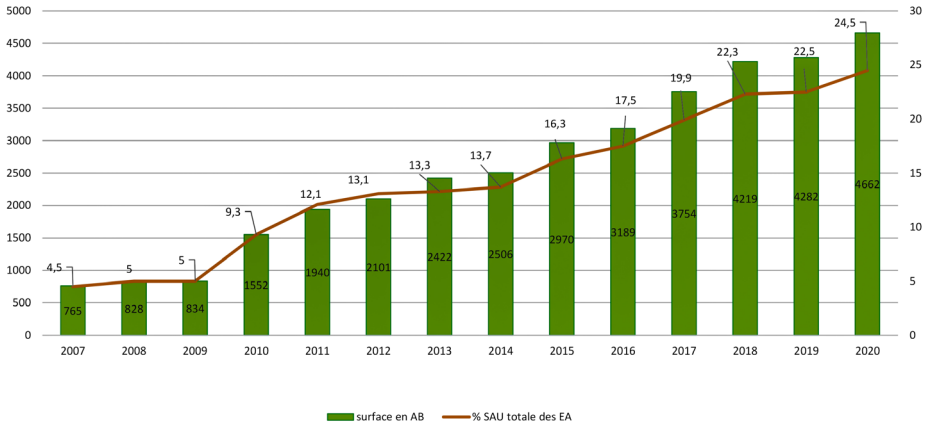
Signalons aussi que 4 régions ont déjà signé une convention DRAAF-FRAB et que 4 autres s'apprêtent à le faire.

De nombreux projets de partenariat sont en travaux: formations, interventions communes sur l'outil ***PARCEL*** , organisation de conférences et ateliers lors des journées ***Terr'eau BIO de juin 2021*** en Haut de France.

***Une nouvelle convention FNAB-DGER devrait voir le jour en 2021 et sera élaborée en cohérence avec le plan EPA2.***

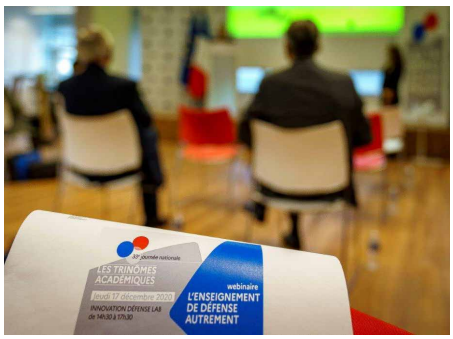
PARCEL
Pour une alimentation résiliente, citoyenne et locale

Évolution des surfaces AB dans les exploitations agricoles des EPLEFPA




**24,6 % de la SAU, soit 4695ha**

## 33ème journée des trinômes académiques




Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation est partenaire depuis 2016 du protocole interministériel visant à favoriser les liens entre la jeunesse, la défense et la sécurité nationale. Les trinômes académiques sont l'une des déclinaisons de ce protocole. Ils ont pour objectifs de faire le lien entre les enseignements des programmes de l'enseignement secondaire et la promotion de la culture de la défense.

Trois régions académiques du ministère chargé de l'agriculture sont déjà partenaires (les DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Occitanie).

Lors de la 33ème journée nationale des trinômes académiques sur le thème de « *l'enseignement de défense autrement* », M. Xavier Fidelle-Gay, chargé de piloter pour la DRAAF Occitanie le trinôme académique de Toulouse, a présenté les actions menées dans l'enseignement agricole (rallye citoyen au lycée agricole d'Ondes, prix du gouverneur militaire de Marseille…) et celles à l'attention des futurs enseignants à l'ENSFEA.

Madame Isabelle Chmitelin, Directrice générale de l'enseignement et de la recherche, s'est félicitée de ces actions et a souhaité les encourager dans d'autres régions académiques. Elle s'est également engagée à ce qu'une convention entre le ministère des Armées et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation soit prochainement signée afin de formaliser encore plus cette collaboration.

## La 3ème semaine de janvier, c'est la semaine des cordées de la réussite : le ministère de l'agriculture s'y associe

Une cordée de la réussite est un dispositif partenarial entre une « tête de cordée » qui peut être un établissement d'enseignement supérieur (grandes écoles, universités) ou un lycée avec des classes préparatoires ou des BTS et des établissements dits « encordés » (collèges et lycées de la voie générale, technologique ou professionnelle). Des tuteurs étudiants bénévoles issus des établissements tête de cordée assurent des actions de tutorat auprès de jeunes des établissements encordés, dans l'objectif de les accompagner dans leur travail et pour leur projet d'orientation et de poursuite d'étude vers l'enseignement supérieur.

Depuis de nombreuses années, le ministère de l'enseignement agricole encourage ses établissements d'enseignement supérieur long à participer à ces dispositifs d'ouverture sociale, et ils sont nombreux à le faire : UniLaSalle, ENGEES, AgroParisTech, AgroSup Dijon, Oniris, Vet AgroSup, ISARA, l'Institut Agro, Bordeaux Sciences Agro. Plusieurs lycées agricoles ayant des classes de BTSA sont également identifiés comme participant en tant que tête de cordée en 2020.

Et pour que le plus grand nombre d'élèves puissent découvrir les métiers et formations de l'enseignement supérieur agricole, deux MOOC d'orientation sont ouverts à tous :

***Les métiers du vivant***

***Les métiers de l'environnement et de l'aménagement du territoire***

Enfin, pour aider les élèves de terminales à identifier certaines formations offertes dans parcoursup, **trois webinaires exceptionnels sont organisés chaque lundi à 13h** :

- 25 janvier : formation postbac en agroalimentaire dans les grandes écoles
- 1er février : formation postbac en agroalimentaire dans les grandes écoles
- 8 février : formation postbac des écoles nationales vétérinaires

Renseignements et inscription : ***http://www.agreenium.fr***

## Séminaire annuel Animation et développement des territoires

Le séminaire annuel de regroupement des porteurs de projet « *Animation et développement des Territoires* » (ADT) s'est déroulé en webinaire du 2 au 4 décembre. Le thème transversal retenu cette année était « ***Mission ADT : restons solidaires*** »

Les enseignants bénéficiant d'une décharge d'un tiers de temps d'enseignement et les chefs de projet de partenariat étaient accompagnés pour la première fois par les correspondants RMT.

Les interventions des représentants des bureaux BDAPI et BRECI et de la sous-direction POFE ont d'abord posé le cadre et la perspective du plan « Enseigner à produire autrement pour les transitions et l'agroécologie. Puis des chargés de missions de la DRAAF Centre Val de Loire, l'EPLEFPA de Nancy et la Bergerie nationale ont donné des exemples d'applications régionales et locales grâce aux PLEPA.

Le séminaire a laissé une grande place aux échanges, encadrés par les animateurs de Réso'them et des chargés de mission ADT-ADEI et de 3 ENA, grâce aux ateliers sur les questions de pilotage de projet, le barcamp et les ateliers spécifiques aux promotions des Tiers temps et des chefs de projet de partenariat ou aux correspondants RMT.

La traditionnelle soirée des produits des terroirs s'est déroulée avec la présentation à distance de produits locaux, entrecoupée de moments musicaux. Les participants répartis sur toute la France ont réussi malgré cette configuration incongrue à créer une bonne ambiance.

Pour l'occasion, la DGER a créé un badge numérique « *Acteur Animation et développement des territoires* » que tous les participants peuvent demander et un open badge « *Ambassadeur des systèmes alimentaires locaux et durables* ». Ces badges peuvent valoriser d'autres actions similaires de l'enseignement agricole.

Erik Tartrais, illustrateur professionnel, a croqué avec humour les différents moments de ce séminaire dont les contenus seront mis en ligne sur le site ***www.adt.educagri.fr***

Quelques instantanés sont à découvrir sur le fil twitter de la Bergerie ***https://twitter.com/BergerieNat***

## Livret - Ressources «Chlordécone»

Le livret ressources chlordécone vient de paraître sur Chlorofil et est accessible à l'adresse suivante : *https://chlorofil.fr/chlordecone*

Son objectif : aider les enseignants et formateurs des établissements d'enseignement et des centres de formation agricoles à aborder la problématique de la chlordécone avec leurs élèves, étudiants, apprentis et stagiaires. Il peut également être un support pour élaborer des formations continues à destination des professionnels et être un outil d'échange entre les équipes pédagogiques au sein de chaque établissement.

Ce livret doit être largement diffusé et bénéficier d'une implication collective de tous les acteurs locaux de l'enseignement agricole pour qu'il puisse déployer tous ses effets.
Ce livret se rattache à la mesure FE3 « *Former les futurs professionnels du secteur agricole à exercer leur métier dans un contexte de chlordécone* » de la stratégie « *Formation-Education* » du prochain plan chlordécone IV. Cette mesure FE3 prévoit, par ailleurs pour 2022, la construction par la DGER en collaboration avec l'institut Eduter d'Agrosup Dijon d'une unité capitalisable d'adaptation régionale à l'emploi (UCARE), à destination des publics adultes, permettant d'adapter les capacités professionnelles à ce contexte.

Au-delà, intégrer le sujet de la chlordécone dans les diplômes de l'enseignement agricole implique, aussi, la poursuite des rénovations des référentiels des diplômes de l'enseignement agricole pour y introduire l'agro-écologie qui s'inscrit dans le plan enseigner à produire autrement 2, notamment dans ses axes 1 « *encourager la parole et l'initiative des jeunes sur les questions des transitions et de l'agro-écologie* » et 2 « *mobiliser la communauté éducative pour enseigner l'agro-écologie et préparer aux transitions* ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## 1er décembre 2020 : Séminaire des directeurs d'exploitation et ateliers technologiques nouveau format …

Le séminaire des directeurs d'exploitations et d'ateliers technologiques (DEA/DAT), organisé par le bureau du développement agricole et des partenariats pour l'innovation de la DGER, s'est tenu en distanciel le 1er décembre 2020.

La journée s'est divisée en deux parties : le matin, la sous-direction des établissements, des dotations et des compétences et le secrétariat général ont abordé des sujets concernant le statut des DEA/DAT - l'après midi a été consacrée à la transition agroécologique lors de trois tables rondes (reconception des systèmes de production, sortie du glyphosate et mise en œuvre de la loi EGALIM).

**Plus de cent cinquante personnes ont participé à ces échanges.**

Fort de la réussite de ce nouveau format de réunion, le BDAPI accompagné de Réso'them et du DNA va proposer pour 2021 une série de webinaires adaptés aux attentes des DEA/DAT, dont le planning vous sera donné prochainement.
Les prochaines rencontres en présentiel des exploitations et ateliers technologiques auront lieu à Dax du 19 au 21 octobre prochain.

### À SAVOIR

Toutes les informations relatives à la continuité pédagogique et à la réouverture des établissements sont dans le dossier «Coronavirus / Covid-19» de

ChloroFil
Par et pour les professionnels de l'enseignement agricole

informations ministérielles et inter-ministérielles,

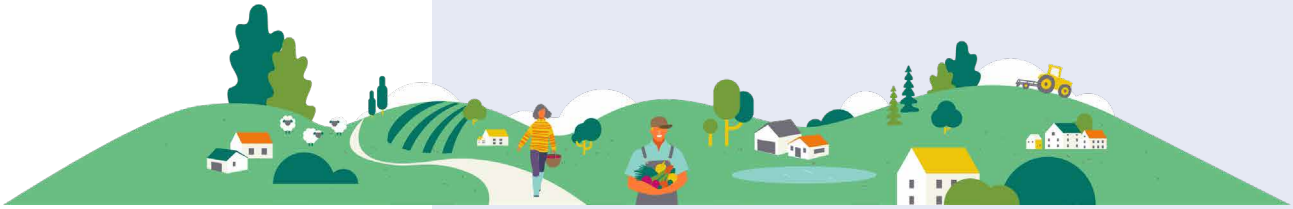
- affiches et guides,
- foires aux questions,
- session 2020 des examens,
- ressources...

**ACTU-DGER**

## Challenge France Terre de Lait des lycées agricoles : lancement de la première édition

Nous vous l'annoncions il y a quelques semaines, le Cniel a lancé son « Challenge France Terre de Lait des lycées agricoles » début novembre 2020. 21 équipes se sont inscrites, en provenance d'établissements de toutes les régions laitières de France. Ce sera donc l'occasion pour plus de 70 étudiants d'aller à la rencontre des professionnels de la filière laitière, de mettre à profit leurs connaissances théoriques et de prendre la mesure des enjeux concrets du terrain, portés dans le cadre de la démarche de responsabilité sociétale de la filière laitière : France, Terre de Lait.

## fraisetlocal.fr : une plateforme des producteurs locaux



Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en partenariat avec les Chambres d'agriculture a mis en place une plateforme qui permet d'identifier facilement les producteurs des réseaux partenaires et leurs points de vente près de chez soi.
Cette plateforme compte aujourd'hui plus de 8 000 exploitations et points de vente directe répartis sur tout le territoire métropolitain et dans les territoires d'Outre-Mer fournis par les deux premières plateformes partenaires : « *Bienvenue à la Ferme* », le *réseau de l'enseignement agricole* et le *réseau de l'association française d'agriculture urbaine professionnelle* (AFAUP).

La plateforme permet de localiser sur une carte des producteurs et leurs points de vente et d'affiner la recherche :

- Par produits : fruits et légumes, viandes et poissons, crèmerie, boissons alcoolisées et jus, épicerie et autres.
- Par types de point de vente des producteurs : vente à la ferme, point de retrait, magasin de producteurs, marché de producteurs, vente uniquement par Internet.
- Par réseaux partenaires.

Elle a pour ambition d'offrir un point d'entrée unique pour le consommateur.
A ce jour 129 établissements de l'enseignement agricole sont répertoriés. Si votre établissement n'est pas encore sur la plateforme, merci de prendre contact avec *florence.correa@agriculture.gouv.fr*

# L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ULTRAMARIN, DES FORMATIONS OUVERTES SUR LE MONDE

***Plus de 65 établissements d'enseignement et de formation agricoles sont présents dans les territoires ultramarins. Leur mission ? Former les futures générations qui interviendront dans tous les secteurs d'emplois en lien avec le vivant. Ouvert sur le monde, chaque établissement participe au développement et à la mise en œuvre et des politiques nationales et communautaires de développement rural et de l'aménagement et du développement durable du territoire. Ce premier dossier propose un focus sur les différentes actions de coopération internationale mises en place qui permettent aux apprenants de développer des liens avec la région d'implantation de leur établissement et avec différents pays européens. Un second dossier s'attachera à présenter les spécificités des établissements dans leur territoire.***

## Le mot du DAAF de La Réunion

Depuis mars 2020, le territoire national comme celui des outre-mer, est marqué par la crise du COVID-19 avec, en premier lieu, la nécessité de protéger les citoyens de cette pandémie mondiale, mais également de préserver l'activité économique et particulièrement l'agriculture et l'agroalimentaire, qui ont permis de satisfaire les besoins alimentaires des réunionnais.

Dans ce contexte, permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes, accompagner la transformation des modèles de production, afin de répondre davantage aux attentes et aux besoins des consommateurs et contribuer à la transformation de l'agriculture réunionnaise, sont les orientations majeures fixées aux filières de production. Ceci est particulièrement important à La Réunion qui, compte-tenu de sa situation géographique au sein de l'Océan indien, ne peut pas totalement dépendre des importations pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population.

**Le Président de la République a fixé comme objectif aux outre-mer, l'autonomie alimentaire à l'horizon 2030.**

Afin de construire un avenir agricole ambitieux qui intégrera les préoccupations des citoyens en matière de qualité de produits, de bien-être animal, de protection de l'environnement, mais aussi d'accessibilité alimentaire pour toutes les franges de la population, des transformations sont nécessaires. C'est la mission confiée aux préfets des outre-mer dans le cadre des comités de transformation de l'agriculture qui entraineront une évolution des modèles agricoles ultramarins.

Dans ce contexte les établissements d'enseignement agricole ont toute leur place, non seulement pour former les futures générations d'actifs agricoles aux métiers extrêmement divers offerts par les filières agricoles, agroalimentaires, forestières, des services aux territoires et aux personnes, ainsi que dans le domaine de l'environnement et du développement durable.
Les établissements d'enseignement agricole sont également des lieux d'innovation au travers de leurs exploitations agricoles et de leur participation aux Réseaux d'Innovation Technologique Agricole (RITA) qui sont particulièrement dynamiques à la Réunion pour accompagner les agriculteurs dans le changement de leurs pratiques, avec l'appui des organismes de recherche, de développement, la profession et l'administration (CIRAD, eRcanne, Armeflhor, Chambre d'Agriculture, DAAF).

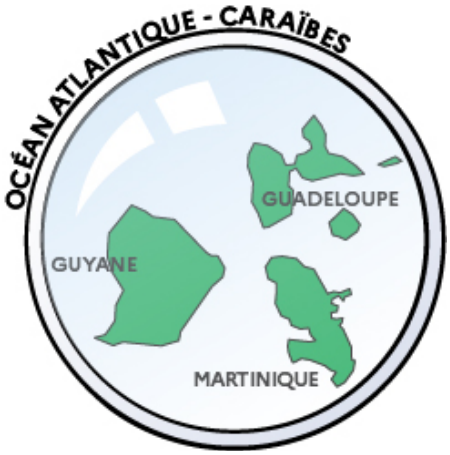
Enfin, les lycées agricoles et les MFR sont impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques, telle que l'alimentation, l'agroécologie et l'enseignement à produire autrement, la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, ou encore l'accompagnement à l'installation en agriculture.

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, les établissements doivent renforcer leurs liens avec les branches professionnelles, en faisant valoir l'expérience et les compétences des CFA et des CFPPA.

Enfin, parmi les points liés au retour d'expérience sur la gestion de la crise du COVID-19, le renforcement des capacités et des compétences en matière d'enseignement à distance ressort comme une priorité; il a dû être mis en œuvre en urgence en 2020, mais il ouvre des perspectives à approfondir.

*Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) de La Réunion*

## ZONE CARAÏBES




**Erasmus+ concerne aussi les personnels liés à l'enseignement supérieur.**

Les enseignants sont tout naturellement impliqués dans ce processus d'échange particulièrement en matière d'innovation dans les pratiques pédagogiques. Pour les agents administratifs, la valeur ajoutée se situe dans la découverte de nouveaux systèmes de management et d'organisation afin d'améliorer la gestion des services. L'exploitation est aussi associée aux actions du programme. En relation avec le secteur professionnel, elle se montre ouverte aux apports technologiques étrangers pour conforter sa place à la pointe de l'innovation. Les acquis d'expériences liés à des échanges de pratiques sont mis en valeur dans les méthodes d'apprentissage innovantes, dans la réalisation de projets éducatifs spécifiques et dans le développement des activités de coopération avec les entreprises. De plus, des ateliers de restitution présentent l'expertise obtenue.

## La Coopération internationale au LPA du Robert (Martinique), un chemin vers la performance

**Depuis novembre 2016, l'établissement du Robert est dépositaire d'une charte Erasmus+. Des actions de coopération avec des pays européens sont engagées en priorité pour les cycles de formations supérieures (initiale et continue, étudiants et personnels). Deux conventions de subvention de 24 mois ont été accordées par l'agence Erasmus+. Une troisième a été obtenue pour une durée de 16 mois jusqu'en 2020*.**

Pour les étudiants, ces mobilités permettent de découvrir d'autres pratiques en milieu professionnel en immersion dans un pays de l'Union Européenne. Guidés dans leurs démarches par l'équipe pédagogique, le jeune est au cœur du projet de mobilité. La préparation en amont du départ facilite au mieux son intégration. Les financements sont multiples : L'Europe finance une grande part de la mobilité individuelle de deux mois minimum, des bourses DGER sont accordées et d'autres sources d'aide peuvent être attribuées selon les engagements des différentes collectivités (mairies, Collectivité territoriale de Martinique). Des conventions avec des entreprises locales sont également signées pour promouvoir la politique de mobilité de stage à l'étranger.

Outre le développement de nouvelles compétences, cette expérience de vie est gage d'autonomie et du sens des responsabilités et représente un atout supplémentaire pour appuyer les demandes de stage lors de la deuxième année de BTSA et s'insérer sur le marché du travail. Cette expérience européenne est également une valeur ajoutée dans le cursus de poursuite d'étude lors des concours d'entrée en école d'ingénieur ou pour être admis dans une licence professionnelle. La mobilité concerne la période principale de formation en milieu professionnel et donne lieu à la rédaction d'un rapport noté par le maître de stage, soutenu lors d'un oral et évalué en épreuve terminale face à un jury. Ainsi, elle est pleinement reconnue par l'attribution de l'examen. Un supplément au diplôme est délivré afin de permettre la reconnaissance de compétences transversales et valoriser l'ouverture sur l'extérieur. La dynamique du programme a indéniablement augmenté le niveau de qualification des apprenants en contribuant à la valorisation des parcours de formation et à l'apprentissage de compétences directement réutilisables dans les recherches d'emploi.

Par ailleurs, le choix délibéré de formaliser des conventions avec des pays où l'anglais est la deuxième langue parlée pour faciliter l'aisance et la fluidité de l'expression tout en limitant les complexes liés aux lacunes a été concluant. Les notes des évaluations certificatives entre la première et la deuxième année de BTSA ont sensiblement augmenté pour les participants au programme.

* *Le contexte de la pandémie du COVID-19, a amené l'établissement à revoir sa stratégie. L'option retenue a été de choisir une extension de l'utilisation des fonds jusqu'à septembre 2021 pour que la promotion de BTSA 2020 puisse avoir l'opportunité de réaliser leur PFMP principale à l'étranger. Grâce à la sensibilisation à l'action de Coopération Internationale de l'établissement durant le mois de septembre, la nouvelle promotion d'étudiants a d'ores et déjà montré sa volonté de participer au programme.* ***80% de la classe envisage d'effectuer le stage à l'étranger***.

### UNE ÉVOLUTION PROGRESSIVE POUR DES ACTIONS PÉRENNES

En 2017, le LPA du Robert a initié un partenariat avec la Slovénie et les premières mobilités ont pu être mises en place. Des étudiants ont été accueillis dans un établissement dépositaire lui aussi de la charte Erasmus+. Des mobilités de formation ont pu se tenir au sein de l'institut de recherche sur le houblon et les procédés de fabrication de la bière (IHPS). Une telle expérience a porté ses fruits. Le développement de savoir-faire, d'autonomie, de responsabilité sont autant d'atouts qui ont permis aux jeunes en formation d'argumenter auprès des entreprises agroalimentaires sur leur plus-value dans le cadre de leur demande de stage pour leur deuxième année de BTSA.

Grâce à la présentation des possibilités de mobilités de stage aux nouveaux étudiants par les premiers bénéficiaires, **50% des élèves ont bénéficié en 2018 d'une expérience de coopération internationale. Des enseignants se sont positionnés pour des départs en mobilité enseignante et de formation**.

**Formation « boissons fermentées »**

Dans la continuité de l'atelier sur la fabrication de la bière organisé en janvier 2019 avec les acteurs locaux et slovènes spécialisés dans les boissons fermentées, le partenariat s'est poursuivi à travers une mobilité de formation en Slovénie fin 2019.

Les collègues ont acquis des connaissances et échangé sur les pratiques technologiques de la fabrication de bière à l'institut IHPS (Slovenian Institute of Hop Research and Brewing) et ont eu l'opportunité de participer à une séance de formation d'experts en analyse sensorielle des bières. L'essentiel du projet était la mise au point de produits innovants en utilisant le savoir-faire slovène avec des matières premières et ingrédients locaux. Il s'agissait de fabriquer une bière au bois maby (écorce utilisée aux Antilles dans la confection de boissons énergisantes et rafraîchissantes) et une autre à base de patate douce. Les essais ont été réalisés dans les locaux de l'entreprise VIZIR BREWERY à CRNOMELJ. Les résultats pourront être réinvestis directement à l'échelle locale, au niveau de notre enseignement, de nos projets pédagogiques et au sein de l'organisme d'accueil. Visites de plusieurs entreprises de production de vins, de bières mais également de chocolat ont jalonné leur présence en Slovénie afin d'étudier les possibilités d'accueil des étudiants.

Un tel engouement a amené l'établissement à élargir sa politique et revoir à la hausse le nombre de mobilités. Ainsi, le LPA a renforcé le partenariat avec la Slovénie en diversifiant les lieux de stage potentiels dans différentes villes (Naklo, Ljubjlana, Koper) et en sécurisant les problématiques à traiter dans le secteur de la production laitière et du vin.

Une deuxième destination est désormais formalisée. Le LPA du Robert a initié en 2018 un partenariat avec le rectorat, l'université et l'école technologique de Funchal, à Madère où des accords-cadres ont été signés avec des professionnels.

**Une adhésion rapide à la politique d'ouverture sur l'Europe**

50% de l'effectif de la promotion 2018/2020 a réalisé sa période de stage principale à l'étranger dans des lieux de stage de spécialités variées : nutrition animale, domaines de la bière, de l'industrie laitière, de la boulangerie-pâtisserie et de la confiserie. Les retours d'expérience ont été très positifs tant sur le plan professionnel (niveau en langue, compétences transversales, savoirs faires pratiques) que personnel (enrichissement, découverte, ouverture).

Tous ont travaillé activement à la rédaction de l'étude menée lors de leur mobilité. La restitution du projet a fait l'objet d'un Projet d'Initiative et de Communication (PIC).

*Participation à un jury expert*

*Fabrication de la bière au Maby*

*Visite d'entreprises*

## PROJET FSPI : Partenariat franco-cubain pour une recherche verte et une agriculture durable Agrécocaribe (Consortium Caraïbe/Projet Interreg)

Cuba est très impliqué à la fois sur les thématiques de développement durable avec la publication d'une stratégie nationale environnementale 2016-2020 ainsi que celle du programme national sur la diversité biologique. Ce dernier répond non seulement à l'un des engagements pris avec la Convention sur la diversité biologique (CDB), mais vise à intégrer les actions de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans le pays.

De la même façon, l'agriculture durable constitue une réponse logique des cubains à leurs ressources limitées. Huit établissements cubains (4 universités et 4 centres de recherche) et les producteurs pilotes de leurs zones respectives seront les bénéficiaires finaux du projet. Il s'agit de constituer une communauté de recherche et de formation structurée pour la construction d'un projet fédérateur destiné à adapter, valider et diffuser des innovations agroécologiques (en particulier les bioproduits d'origine microbienne issus de la valorisation de la biodiversité locale de chaque région) à partir de l'expérience cubaine acquise en la matière.

Ce projet vise donc à renforcer les connaissances scientifiques et compétences pédagogiques de tous les partenaires.

Une grande partie du projet vise à développer la formation et les compétences à la fois des jeunes cubains mais également des jeunes issus des Caraïbes (24 bénéficiaires attendus). Un volet est notamment dédié aux mobilités de niveau BTS en partenariat avec plusieurs lycées français. Les 2ème année de BTSA seront les bénéficiaires de ce projet, à défaut d'avoir réalisé leur PFMP principale à l'étranger comme initialement prévu.

***Témoignage de Danièle Cornano, enseignante en Lettres- Espagnol :***

*« J'ai participé au séminaire en ligne de lancement du projet FSPI Agrecocarïbe du 19 au 23 octobre 2020. Ce fut un réel plaisir et privilège de prendre part à cet atelier et d'y contribuer modestement en aidant à la traduction. J'ai été heureuse d'entendre les différents participants présenter leurs établissements et les filières qui y sont proposées.*

*Le projet de partenariat me semble novateur et mérite notre implication. Cette expérience m'a permis de me projeter dans une collaboration avec l'équipe en ce qui concerne la traduction simultanée ou semi-simultanée ainsi que pour les documents écrits. J'envisage désormais une mobilité professionnelle pour perfectionner mon espagnol dans un contexte d'immersion. »*

**PROJET REACT (Consortium Caraïbe/Projet Interreg)**

Ce projet vise à « *mieux former pour bien produire* ». Il s'agit de renforcer le capital humain de nos territoires pour « Enseigner à produire autrement » en favorisant la formation et la professionnalisation des étudiants et des enseignants-chercheurs en agro-sciences via des mobilités d'échanges de savoirs entre établissements d'enseignement et organismes de recherche à l'échelle de la région Caraïbe. L'objectif est d'accroître la mobilité étudiante et professionnelle au sein de l'espace Caraïbe pour créer des échanges de bonnes pratiques et mettre en avant l'agroécologie dans la région.

Les filières Aménagement Paysager et BTSA STA sont en particulier associées à ce projet via des stages de 2 à 24 semaines, en milieu international et multilingue, réalisés pour partie sur un support opérationnel d'études et d'activités de recherche-développement conduites dans le cadre de projets régionaux en cours en agroécologie et santé.

**PERSPECTIVES 2021-2027**

**Le 14 Mai 2020, une nouvelle charte ECHE a été soumise auprès de l'Union Européenne avec de nouveaux objectifs pour répondre aux exigences du programme 2021-2027. La réponse de la commission des projets INTERREG Caraïbes est attendue d'ici la mi-février 2021.**

De plus nous sommes dans l'attente de l'approbation du projet de politique stratégique de l'établissement.

Dès que le calendrier de rénovation du BTSA le permettra (prévu en 2022), l'EES projette de mettre en place des mobilités d'études entrantes et sortantes avec une reconnaissance pleine et entière du cursus à l'international. Pour valider l'attribution des crédits ECTS, nous allons soumettre à notre autorité de tutelle une demande d'habilitation pour valider le découpage en semestres de nos diplômes post-bac.

Dans le cadre de la politique nationale de rapprochement de l'enseignement technique avec l'enseignement supérieur, nous avons poursuivi notre réflexion avec l'Université des Antilles et intégré celles d'autres Régions Ultra Périphériques (RUP) dans le but de mettre en place des formations post-bac dans nos secteurs de prédilection. Il s'agit de mutualiser les ressources humaines, matérielles et technologiques des EES partenaires dans le cadre de la conception de cordées de formations conjointes et de programmes de recherche/ développement dans le domaine de l'innovation à travers un consortium ou encore des actions de type clé 2. En particulier, le développement de mobilités mixtes facilitera la collaboration des équipes et des étudiants basés sur des territoires différents qui pourront échanger en ligne en plus de la mobilité à l'étranger.

***Contact :*** Karell ROMUALD, Chargée de Coopération Internationale - EPLPEFPA du Robert – Martinique

## Des fonds INTERREG pour une coopération régionale Caraïbes

**INTERREG-Caraïbes est un programme qui a pour objectif de renforcer l'intégration des territoires Ultrapériphériques français dans leur espace régional par l'instauration d'espaces d'échanges réguliers entre partenaires.**

Existant depuis 2000, ce programme de coopération vise à renforcer la coopération entre des territoires européens (la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et Saint-Martin) et plus de 40 territoires et Etats caribéens.

En août 2020, l'EPLEFPA de Guyane a répondu pour le compte de ses partenaires à l'appel à manifestation d'intérêt du programme INTERREG Caraïbes sous l'axe 10 - Renforcer le capital humain (sous objectif 16 : accroître la mobilité étudiante et professionnelle au sein de l'espace Caraïbes).

Le projet, intitulé « Réseau d'Enseignement de l'agroécologie dans la Caraïbe : la Transition » (REACT), vise à renforcer le capital humain de nos territoires pour « Enseigner à produire autrement » en **favorisant la formation et la**

Interreg Caraïbes
Fonds européen de développement régional
UNION EUROPÉENNE

**professionnalisation des étudiants et des enseignants-chercheurs en agro-sciences via des mobilités visant des échanges de savoirs** entre établissements d'enseignement et organismes de recherche à l'échelle de la région Caraïbe.

Les partenaires impliqués dans le projet sont les établissements agricoles des 3 départements français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane, Martinique), les universités françaises (Universités de Guyane), Barbadiennes et Cubaines, des centres de recherche français, cubains et dominicains.

La réponse de la commission des projets INTERREG Caraïbes, gérée par la Région Guadeloupe conjointement avec les partenaires européens (Collectivités Territoriales de Guyane, de Martinique et de Saint-Martin, représentants de l'Etat et de la Commission Européenne) et les partenaires caribéens (organisations des Etats de la Caraïbe Orientale, CARIFORUM, Association des Etats de la Caraïbe, Association des PTOM de la Caraïbe) est **attendue d'ici mi-février 2021**.

## Le projet Agrecocaribe, des modules BTS au goût de la Havane !

**Ce projet de mobilité permet des échanges entre la France et Cuba. Cinq établissements d'enseignement agricole publics et privés animent le volet formation du projet en partenariat avec les universités cubaines.**

L'activité principale de ce groupe Formation est de travailler à la transmission des connaissances scientifiques aux étudiants de BTSA sur la technologie des Micro-organismes Autochtones Bénéfiques (MAB).

A cet effet, les enseignants des établissements mettent en place cet enseignement via les modules de formation des référentiels de l'enseignement agricole.

A l'exemple du module du référentiel de formation des BTSA-Développement et Agriculture des Régions Chaudes (spécifiques aux Territoires d'outre-mer) et de son pendant métropolitain le BTSA-Analyse et Conduite des Systèmes d'Exploitation (ACSE). Le module a comme objectif général de concevoir un système biotechnique innovant et durable pour répondre à des enjeux identifiés.

Dans le cas du FSPI, et grâce aux échanges avec les partenaires cubains, cela fait référence à l'intégration du concept des Micro-organismes Autochtones Bénéfiques, dans les référentiels et les pratiques des établissements des Outre-Mers.

Ce module est évalué sous forme de capacité dans le contrôle continue en cours de formation.

Il est accompagné pour sa mise en place par le module du référentiel de formation de nombreuses filières BTSA DARC et ACSE, intitulé développement local, territoire et systèmes agraires. Son objectif général est de conduire une démarche de diagnostic territorial et de participer à la construction d'un projet de développement local.

Les établissements agricoles des départements français d'Amérique sont accompagnés sur ce module par des professionnels de la recherche et du développement territorial, précisément par deux instituts français (CIRAD, IRD) et quatre Cubains (EEPFIH ; CENSA ; IIHLD, ANAP-Perico ANAP-).

**La force de ce projet : l'adaptation**

Le projet prévoit que les étudiants réalisent un diagnostic du territoire cubain lors d'un stage. Sur le même modèle, chaque établissement partenaire français et cubain a choisi, dans ses référentiels de formation, les modules dans lesquels la technologie des MAB sera intégrée ainsi qu'une mobilité.

Pour la filière BTSA technico-commercial-spécialité animaux d'élevage et de compagnie du lycée du Buat (Yvelines), l'application pédagogique se verra au travers des modules *marché de l'alimentation* et *marché de l'animal* et dans le module *d'initiative local (MIL) International*.

Pour la filière BTSA Agronomie - Productions végétales (Martinique), la mise en place portera sur le module *Régulations bioécologiques au sein de l'agroécosystème*. L'objectif est d'assurer le maintien de la biodiversité et gérer les populations de bio-agresseurs au sein des agroécosystèmes via les MAB.

L'adaptation aux différents référentiels de formation fait la force de ce projet, reproductible dans d'autres établissements de l'enseignement agricole français.

**Lire l'article sur le projet Agrecocaribe sur Portail Coop** :
***https://portailcoop.educagri.fr/agrecocaribe-projet-agroecologique-avec-cuba/***

**Pour en savoir plus**, lire l'article de l'Ambassade de France à Cuba :
***https://cu.ambafrance.org/Lancement-du-projet-Agrecocaribe-pour-une-agriculture-durable***

## Des projets Erasmus+ aux couleurs de l'Amazonie !

**L'EPLEFPA de Guyane a développé depuis 2017 de nombreux projets Erasmus+ autour de thématiques diverses avec des partenaires Européens.**

L'établissement de Guyane a ainsi coordonné, à ce jour, sept projets Erasmus+ et a été partenaire de cinq autres.

Tous ces projets permettent l'internationalisation de l'EPLEFPA de Guyane via des mobilités entrantes et sortantes de personnels et d'apprenants.

Dans le cadre des Erasmus+ Days 2020, l'établissement a publié un livret récapitulant ***les projets de coopération internationale 2014-2020***.

Ce livret comprend des statistiques et quelques exemples de projets, tels que le projet Erasmus+ échange scolaire REEF –Caraïbes SCO qui traite de l'ancrochage scolaire dans les deux lycées agricoles de Trondheim en Norvège et de Macouria en France. L'objectif étant de mettre à la disposition des équipes pédagogiques et des apprenants des outils d'attractivité les incitant à rester dans le système scolaire agricole.

***Pour en savoir plus*** : ***c'est ici***

Ce partenariat est complété par un projet Erasmus+ mobilité professionnelle de stage des apprenants et personnels norvégiens en Guyane. ***Consulter le projet***

Dans le cadre du consortium créé avec des établissements de l'île de Tenerife, l'EPLEFPA de Guyane devient centre d'accueil de stage et partenaire intermédiaire de placement des apprenants Espagnols en Guyane.

La mission de coopération internationale permet à l'EPLEFPA de Guyane d'avoir un rayonnement et

un ancrage territorial pertinent sur la commune de Macouria. Ce consortium se compose de centres d'établissement de la Formation Professionnelle de l'île de Tenerife (îles Canaries - Espagne) et est coordonné par la Fundación Insular para la Formación, el Empleo y el Desarrollo Empresarial (FiFEDE). ***Consulter le projet***

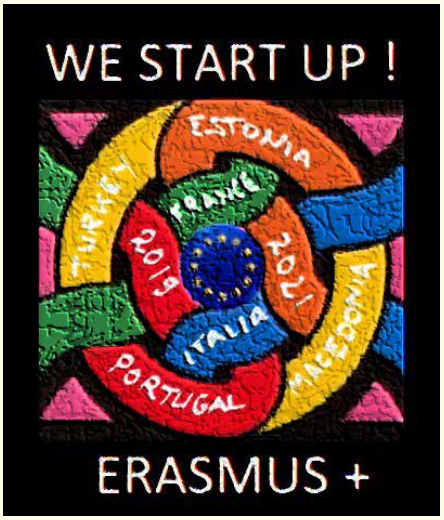
Le partenariat développé entre l'EPLEFPA Guyane et la mairie a facilité le placement de deux apprenants en mobilité Erasmus+ formation professionnelle à la Mairie de Macouria. ***Lire l'article***

L'EPLEFPA de Guyane a également développé des mobilités de personnels entrantes et sortantes avec nos partenaires de Ténérife.

Lire les articles mis en ligne par les partenaires espagnols sur la réception en Guyane et la réception en Espagne :

- ***FIFEDE***
- ***TENERIFE***
- ***ATARETACO***
- ***LA LAGUNA AHORA***

Le projet d'échange scolaire Erasmus+ WeStar'UP est l'entreprenariat en action sur lequel des élèves travaillent avec des partenaires Estoniens, Macédoniens, Portugais, Italiens et Turcs. ***Consulter le projet***




Le logo Art Tembé, créé par les élèves de l'EPLEFPA de Guyane, a été choisi pour représenter le projet We Start Up ! Il traite du thème de l'art Tembé, art traditionnel des peuples Bushiningué.

***Lire l'article***

Le projet Erasmus+ Agropuzzle 4, partenariat de la formation professionnelle, traite de l'utilisation quotidienne des plantes aromatiques et médicinales spécifiques de chaque pays partenaire à savoir la Guyane, la Pologne, la République Tchèque, l'Espagne, la Roumanie et le Portugal et comment utiliser ces plantes médicinales dans la vie de tous les jours. Les participants ont l'occasion de se familiariser avec les éléments de l'agrotourisme, de l'apiculture, de l'herboristerie et des petites entreprises locales. ***Découvrir le projet***

## Erasmus+ Caraïbes, l'ouverture à l'Europe

**Le Consortium Erasmus+ REEF Caraïbes est un « savant mélange de recherche, d'insertion, de formation et d'ouverture aux pays des Caraïbes »;**

Depuis 2019, les 3 départements français d'outre-mer que sont la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ont mis en place deux consortia Erasmus+ enseignement supérieur et formation professionnelle sur le thème de l'agroécologie tropicale.

Le Consortium Erasmus+ Réseau des Etablissements d'Enseignement Supérieur et de la Formation dans la Caraïbes (REEF Caraïbes supérieur) est inédit par la mixité de ses partenaires avec 2 centres de recherches (CIRAD, INRAE), 2 universités (Antilles et Guyane) et 3 EPLEFPA (Guadeloupe, Guyane et Martinique).

En plus des mobilités Erasmus+ classiques vers l'Europe, le projet REEF Caraïbes a permis de recevoir dans les Départements Français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane et Martinique) des partenaires des pays des Caraïbes éligibles aux fonds Erasmus+ (Aruba et l'Ile de Saint-Martin). Ce consortium permet aux établissements agricoles des 3 Département Français d'Amérique (DFA) de

renforcer leur partenariat avec les centres de recherches et les universités dans les Antilles et la Guyane autour d'une thématique commune : l'agroécologie, mettant en avant l'articulation entre la mission de coopération internationale et la mission de recherche et de développement de l'enseignement agricole.

Le consortium REEF-Caraïbes Pro, quant à lui, promeut la mission d'insertion des Etablissements agricole de Guadeloupe, Guyane et Martinique en travaillant avec des associations locales et internationales pour des mobilités entrantes et sortantes.

Les personnels effectuent des stages, des missions d'observation et/ou des cours structurés. L'objectif des mobilités pour les adultes passe par un échange de pratiques professionnelles et de connaissances dans les domaines de la recherche et l'innovation pédagogique, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement ainsi qu'une mise à niveau linguistique.

**Stages obligatoires à réaliser si possible à l'étranger**

Ces mobilités sont également l'occasion de découvrir des méthodes pédagogiques différentes, connaitre des systèmes d'éducation de formation Caribéens et valoriser l'expertise et les spécificités des Outre-Mers auprès de nos hôtes et réciproquement.

Les apprenants, inscrits dans les Départements Français d'Amérique, ont dans leurs cursus un stage obligatoire de 2 semaines à 2 mois et sont encouragés à le réaliser à l'étranger.

Ceci permettra aux étudiants de valider des objectifs opérationnels de leur référentiel de formation en participant aux tâches quotidiennes dans les limites qui seront fixées entre la structure d'accueil et l'établissement d'envoi.

De plus, ils amélioreront leurs capacités linguistiques, qui sont évaluées lors d'un contrôle continu en cours de formation.

En retour, les membres du REEF-Caraïbes reçoivent leurs partenaires Euro-Caribéens en devenant structures d'accueil pour les étudiants et personnels en mobilités entrantes. Ceci permet à long terme de créer une synergie commune Europe-Caraïbes autour de la professionnalisation des apprenants et du personnel. Il est important de rappeler que les régions Ultrapériphériques des pays Européens sont éligibles aux subventions Erasmus+ (Aruba, Curaçao, Saint Martin, ...etc.)

***Pour en savoir plus :***

- ***Atelier Erasmus+ REEF – Caraïbes***
- ***Lancement Erasmus+ REEF – Caraïbes***
- ***Stage Erasmus+ des apprenants***
- ***ErasmusDays 2020 valorisation du projet REEF-Caraïbes***

## ZONE OCÉAN INDIEN

## Mayotte : Réunir des partenaires et fédérer les actions

Dans le cadre de son programme de coopération régionale, le lycée agricole de Coconi est pilote d'un projet pluriannuel qui réunit 10 partenaires de la formation professionnelle agricole membres du ***REAP AAOI*** et répartis sur Mayotte, Madagascar, les Comores.

Ce projet, cofinancé INTERREG, Préfecture et Conseil Départemental de Mayotte a pour but la mise en réseau des structures partenaires, tant en termes de partage de compétences en ingénierie de formation, qu'en termes d'expérimentations croisées sur les ateliers de production de chacun. Cela passe notamment par la mobilité des apprenants et de l'ensemble des personnels encadrants.

Avec la crise sanitaire internationale, tous les déplacements ayant été stoppés, le projet s'est redéployé pour poursuivre ses échanges à distance. Des groupes ont été créés sur les réseaux sociaux, permettant des dialogues spontanés et échanges d'images ou d'idées, des visioconférences sont organisées entre partenaires. Chacun de son côté, les établissements membres se sont aussi appropriés les thématiques choisies collectivement au sein du projet : la protection agroécologique des cultures, la préservation de la ressource en eau sur les exploitations, la transformation laitière à la ferme.

Un sujet a été choisi au lycée de Coconi, afin de fédérer tous les centres d'activités de l'établissement et donner davantage de sens à ce projet de coopération. Il s'agit des OYAS, ces pots en argile cuite poreuse qui permettent une irrigation lente et diffuse, répondant aux besoins de la plante avec des économies de temps et d'eau d'arrosage. Cette technique ancestrale a été proposée comme support d'expérimentation par le CEFFEL, centre agricole de formation et vulgarisation situé à Madagascar, selon un protocole rigoureux discuté entre partenaires, en fonction des temps de cuisson des pots et de l'efficacité selon les cultures.

Le lycée de Coconi a associé à ces expérimentations une classe de CAPa ARC, d'une part pour les sensibiliser au dispositif de coopération dont cette filière de formation est trop souvent écartée, d'autre part pour qu'ils puissent eux-mêmes fabriquer ces oyas et mener les tests lors de travaux pratiques. Cela a été l'occasion pour leur enseignant en Techniques Horticoles de s'intéresser à cette méthode et d'en apprécier tout le potentiel. Une potière professionnelle a animé deux sessions de fabrication en modelage, révélant les talents cachés des élèves.

Ils mettront en place ces oyas sous serre au 1er trimestre 2021, pour comparer avec des planches irriguées en goutte en goutte. Dès que les vols régionaux reprendront, un séjour d'étude est prévu pour ces CAPa au Ceffel, afin d'aller se rendre compte du travail fait en parallèle par le centre partenaire, sur son site et auprès des paysans malgaches qu'il forme.

Par ailleurs la responsable de l'atelier maraicher de Coconi mène aussi d'autres expérimentations sur différentes techniques agroécologiques, notamment l'utilisation des PNPP (préparations naturelles peu préoccupantes, telles des macérations de plantes) en lien avec le centre agricole de Aina de Tananarive ou la méthode PIF (Plants issus de fragments) avec l'ONG Dahari à Anjouan, et qui permet d'obtenir des plants sains de bananiers.

*Contact : Didier RAMAY, co animateur réseau géographique Afrique Australe Océan Indien pour l'enseignement agricole français*

*didier.ramay@educagri.fr*

## 30 ans d'Interreg réussis pour FORMA'TERRA - Réunion

**Le projet Interreg de l'EPLEFPA FORMA'TERRA de Saint-Paul de la Réunion a permis aux apprenants et personnels des différents centres du lycée agricole (Lycée professionnel, CFA et CFPPA) de s'ouvrir à leur espace inter-régional de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien en renforçant leurs compétences professionnelles.**

Il a aussi permis le partage d'expertises avec les apprenants et les personnels des centres de formation agricole ainsi que les partenaires des pays impliqués dans le projet.

Inscrit dans son projet d'établissement, FOMA'TERRA a développé avec dynamisme sa mission de coopération régionale. La Région de la Réunion a toujours soutenu financièrement les projets pédagogiques et professionnels via les fonds INTERREG.

En 2013, avec l'appui des fonds ***INTERREG*** la création du réseau de coopération régionale ***REAP AAOI*** a permis au Lycée agricole de Saint-Paul de renforcer et pérenniser ses programmes de coopération régionale. Aujourd'hui ce sont plus de 80 établissements de formation agricole de 9 pays et Iles de la zone Afrique Australe-Océan Indien. Ainsi, l'Afrique du Sud, le Mozambique, Madagascar, les Comores, les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Mayotte et l'Ile de La Réunion collaborent dans un esprit de partage et de solidarité pour favoriser la mise en place de projets de coopération régionale.

Le choix de la Région Réunion est de se faire représenter par le projet FORMATERA-REAP AAOI pour les 30 ans d'INTERREG au forum des ***RUP*** (Régions Ultrapériphériques) en mars 2020 et dans d'autres lieux et grands événements (Parlement européen, Commission européenne, Green Week, etc).

La place du projet de Saint-Paul aux côtés des deux autres projets de recherche, PAREO de ***l'IRD*** ( Institut de La Recherche pour le Développement ) et RenovRisk du Laboratoire de l'atmosphère et des Cyclone de ***LACY*** de l'Université de La Réunion, est une véritable reconnaissance de l'action de coopération du lycée technique agricole au sein de la région.

Aujourd'hui le projet FORMA'TERRA se poursuit avec la mise en place du programme INTERREG 2021 2027 et se fixe l'objectif d'inscrire le réseau REAP AAOI comme plateforme éducative afin de diffuser l'innovation agronomique.

Cet outil numérique permet de recenser des expertises en agroécologie, agroalimentaire, développement rural et ingénierie de formation dans le domaine de la formation agricole dans la zone Afrique Australe-Océan Indien.

**Le projet INTERREG de FORMA'TERRA en images**

*Afrique du Sud 2016 : Accueil au collège d'Owen Sithole et travail sur le développement avec les petits agriculteurs zoulous*

*Madagascar 2017/18 : Accueil à la Ferme Ecole de Tombontsoa et échange sur l'agro-écologie sur les parcelles du CEFFEL*

*Ile Maurice 2018 : Enquêtes petits agriculteurs et restitution devant les acteurs du développement à l'Institut Français*

R E A P
RÉSEAU DES ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES PROFESSIONNELS
Afrique Australe - Océan Indien

## Un levier pour développer les projets de coopération régionale de l'enseignement agricole français d'Outre-Mer

Le réseau des établissements agricoles professionnels de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien (REAP-AAOI) a été créé en 2012 à l'initiative des établissements agricoles publics de La Réunion, avec le soutien de la Région Réunion, de l'Ambassade de France en Afrique du Sud et des 2 animateurs du réseau géographique AAOI du Bureau des Relations Européennes et de Coopération Internationales de la DGER (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche) du MAA.

L'objectif fixé était la mise en place d'une plateforme collaborative entre les établissements de formation agricole publics et privés de la zone Afrique Australe et Sud-Ouest de l'Océan Indien facilitant les mobilités individuelles et collectives des apprenants et personnels et le partage et l'échanges d'expertises.

Lors de sa création en 2012 au collège agricole de Cedara en Afrique du Sud, les 2 EPLEFPA de La Réunion, le lycée agricole de Mayotte, les 2 collèges agricole publics du Kwa Zulu Natal et une représentante de l'enseignement agricole de Madagascar ont défini le cadre général d'intervention du réseau ainsi que ses valeurs, visions et missions que l'on peut résumer par quelques mots clefs : solidarité, réciprocité, partage, sécurité, agriculture durable, qualification et professionnalisation.

*Réunion des membres du REAP AAOI à la conférence d'Antsirabe Madagascar en 2018*

En 2013, à L'ile de la Réunion, avec l'appui du réseau géographique AAOI du BRECI, les membres fondateurs ont invité plusieurs établissements de la zone Afrique Australe à rejoindre le réseau REAP AAOI et à signer un Mémorandum of Under standing, définissant le cade général dans le quel devait s'inscrire les futurs projets de coopération régionale.

Ce sont près de 30 établissements qui ont répondu à l'appel et qui ont signé l'accord cadre du tout nouveau réseau représentants 6 pays : Maurice, Seychelles, Comores, Madagascar, Afrique du Sud et France (Réunion et Mayotte).

A partir de 2013, les projets de coopération régionale, principalement financés par les fonds INTERREG des 2 collectivités françaises d'outre-mer (Région Réunion et du Conseils et général Mayotte) se sont succédés et ont permis de nombreuses mobilités de jeunes en formation agricoles, de personnels enseignants , des partages d'expertises dans les domaines de l'agro-écologie, la gestion de l'eau et de la nature, du développement agricole et rural , l'agro-alimentaire, la conduite des ateliers de production, la gestion d'établissements. Ces projets ont contribué sur la base des valeurs du réseau à la qualification et à la professionnalisation des participants.

*Actions de qualification professionnelle : gauche : Formation à l'aquaponie à La Réunion de personnels du CRFPA Ilofosana Madagascar Droite : Enquêtes sur la petite agriculture par les étudiants BTS DARC du lycée agricole de St Paul à Maurice*

En 2020 tous les réseaux de l'enseignement agricole privé des MFREO de l'Océan Indien (Madagascar, Comores, Mayotte, Maurice, Rodrigues et Réunion) avaient rejoint le réseau REAP AAOI ainsi que 3 établissements du Mozambique qui compte à ce jour 87 membres. L'objectif est, aujourd'hui plus que jamais, de renforcer les liens entre les communautés éducatives des établissements membres à travers la mise en place de nouveaux projets de coopération régionale. Le nouveau programme INTERREG 2021-2027 de La Réunion et Mayotte devrait permettre de financer de nouvelles mobilités individuelles et collectives contribuant à la fois à la qualification des participants mais aussi aux partages d'expertises dans le domaine de la formation agricole entre les établissements. Le réseau REAP AAOI ambitionne aussi de devenir une plateforme d'échange des innovations en agro-écologie et en protection des ressources naturelles, pour la promotion d'une agriculture durable respectueuse des écosystèmes tropicaux à l'échelle régionale.

*Étudiants BTSa du lycée agricole de St Paul de La Réunion et du collège agricole de Cedara en Afrique du Sud en visite technique dans le cadre d'un projet d'étude commun sur les systèmes agraires du Kwa Zulu Natal (2019)*

## Le réseau géographique Afrique Australe Océan Indien et la Saison Africa 2020

**Les saveurs de la cuisine Sud-Africaine mises en valeur par un projet partagé entre deux lycées de La Réunion.**

### Le projet labellisé saison Africa 2020

Dans le cadre de la Saison Africa 2020, le ***lycée agricole de Saint Paul*** a proposé au ***lycée d'enseignement général St-Paul 4*** de s'associer à son programme de coopération en Afrique du Sud . Le projet retenu par les 2 établissements consistait à mettre en valeur la diversité de la nation « Arc en Ciel » à travers sa cuisine.

Au cours de 2 séjours en Afrique du Sud, l'un au Cap l'autre à Pietermaritzburg, les jeunes réunionnais des 2 établissements avaient pour mission de rassembler les recettes des plats consommés pour au retour les rassembler dans un livret. Ce sont ainsi 18 recettes qui ont été compilées dans le livret, reflet de la société moderne sud-africaine.

*Bobotie (Malais)*

*Bunny Chow ( Indien)*

*Pop ( Zoulou)*

*Braai ( plat national Sud-africain)*

*Koeksister( Hollandais)*

*Scones (anglais)*

*Biltong ( Hollandais)*

*Chicken Curry ( Inde)*

La cuisine est en Afrique du Sud, plus qu'ailleurs, une expression de la diversité des peuples, de leur histoire, de leur mode de vie et de leur culture. En Afrique du Sud, nation de l'Ubuntu, la cuisine véhicule les valeurs de partage et de générosité qui transcendent les différences. C'est ainsi que les jeunes réunionnais ont pu découvrir des plats traditionnels comme le fameux bobotie importé de la colonie néerlandaise de Java au 17ème siècle et adapté par les malais du Cap, le bunny Chow, sandwich indien épicé populaire à Durban et qui a été inventé en 1940 par les ouvriers indiens, mais aussi la fameuse bouillie de maïs des zoulou « le pop », ou encore les biltongs, viande séchée des vootrekkers ou des gâteaux comme les koeksisters des boers et les scones typiquement anglais et enfin le fameux braai , barbecue géant organisé pour marquer son hospitalité.

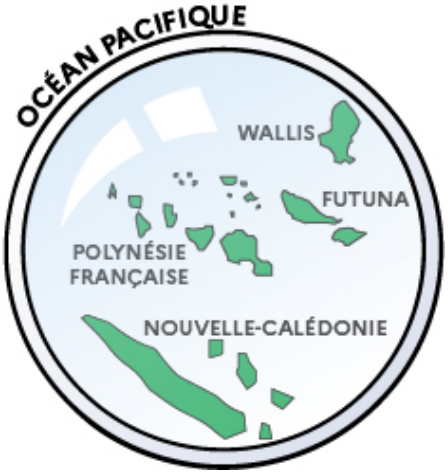
**Focus sur le projet de coopération régionale du lycée agricole de Saint Paul à Pietermariztburg - Afrique du Sud**

Le projet Saison Africa 2020 a été associé au projet de coopération régionale que le lycée agricole de Saint Paul conduit depuis 2012 en partenariat avec ***l'alliance française de Pietermaritzburg*** et le collège agricole de Cedara, dans les écoles des quartiers défavorisés de Pietermaritzburg au Kwa Zulu Natal. Ce projet s'inscrit dans les programmes de coopération régionale du ***réseau REAP AAOI*** en Afrique du Sud. Ces programmes répondent aux objectifs définis par les ***4 engagements pour l'Afrique énoncés à Ouagadougou***, en favorisant les mobilités professionnelles individuelles ou collectives des apprenants du réseau REAP et le partage des expertises et compétences.

Le projet de Pietermaritzburg consiste à mobiliser dans le cadre d'un MIL, les acquis professionnels des étudiants BTSa DARC pour organiser et animer une semaine de sensibilisation et formation, autour de la création d'un potager, à l'agriculture durable et à l'agro-écologie.

L'objectif de la semaine est d'insuffler dans les quartiers une dynamique autour de la création de jardins « agro-écologiques » familiaux ou communautaires pour développer une économie marchande à petite échelle.

## ZONE PACIFIQUE




## Le programme Erasmus+ en Polynésie Française

La situation insulaire de Moorea génère deux conséquences majeures : l'isolement et la limitation des ressources terrestres.

Partant de ce constat, le Lycée Professionnel Agricole d'Opunohu s'est engagé dans une démarche d'ouverture à l'international en incitant ses étudiants de BTSA à réaliser leur stage professionnel à l'étranger ou en métropole, en favorisant la mobilité des enseignants et en accueillant des jeunes volontaires européens.

### L'ouverture vers l'international pour nos élèves

Le lycée agricole de Moorea fait partie du consortium Erasmus+ enseignement supérieur de la Polynésie Française qui regroupe 9 établissements dispensant des formations post Bac.

Le lycée obtient tous les ans plusieurs bourses mobilité pour les étudiants et les enseignants.

Ainsi en 2019, 7 étudiants de BTSA DARC ont effectué leur stage professionnel en Belgique. En 2020, 15 bourses mobilité étudiantes avaient été attribuées mais n'ont pu être utilisées du fait de la fermeture des frontières suite à la crise sanitaire de la Covid 19.

### Les mobilités des enseignants

Quatre bourses mobilité enseignantes ont été attribuées en 2020. Deux enseignants sont partis 10 jours en Belgique pour rencontrer les maîtres de stage, pour conforter les liens, démarcher de nouveaux partenaires et établir des liens institutionnels avec des organismes professionnels (fédération des jeunes agriculteurs (FJA) de Wallonie), enfin rencontrer d'autres structures de formations agricoles.

*Olivier Reyes Finca de café - Canaries*

Deux autres enseignants sont partis 10 jours aux Canaries.
L'objectif était alors d'élargir le réseau de nos maîtres de stage en Europe, dans une logique d'expansion vers la langue espagnole qui fait l'objet de l'ouverture d'une section européenne, ainsi que d'un projet d'accueil d'un jeune volontaire européen d'origine espagnole.

L'archipel des Canaries compte sur chacune de ses îles un établissement agricole susceptible d'être partenaire dans ce projet, la plupart ayant déjà une longue expérience en tant que membre du réseau créé pour les mobilités Erasmus+.

### L'accueil de volontaires du corps européen de solidarité

L'établissement est également engagé dans le programme du Corps Européen de Solidarité qui donne aux jeunes la possibilité de se porter volontaires dans le cadre de projets organisés par des organisations à but non lucratif et destinés à aider des communautés et des personnes dans toute l'Europe.

Le Corps Européen de Solidarité offre ainsi aux organisations engagées dans le programme, l'occasion d'élargir leurs horizons, de renforcer ou développer des partenariats à l'échelle locale et européenne, et de contribuer ainsi à une Europe sociale et solidaire. Les organismes, actifs au sein du programme, participent aussi de la démarche d'insertion socio-professionnelle des jeunes et à la construction de leur citoyenneté.

Seules deux structures, dont le LPA de Moorea, sont labellisées en Polynésie pour ces accueils.

Les élèves polynésiens sont peu en contact avec des personnes venues d'Europe. Ils connaissent mal le continent européen et ses différentes cultures. Les apprenants du lycée ont pour la plupart des difficultés financières prononcées et un accès à la mobilité très difficile en raison du coût énorme des transports. L'accueil de volontaires, permet de faire découvrir les cultures et traditions de divers pays européens mais également de montrer que dans leur futur métier, il y a peut-être des enseignements à tirer des pratiques utilisées dans ces pays.

L'établissement a donc répondu à l'appel à projet de l'agence Erasmus+ jeunesse et sport avec le projet : « Partageons nos cultures ».

Sur le premier semestre 2020, deux jeunes volontaires, un de nationalité espagnole, l'autre italienne ont été accueillis durant 5 mois.
Lors de cette rentrée scolaire 2020, une jeune italienne et un jeune espagnol séjourneront au lycée durant 11 mois.

Ces jeunes sont déjà des adultes mais n'ont pas le statut d'enseignant ou de personnel du lycée et parfois sont à peine plus âgés que certains des étudiants. Ainsi, ils arrivent à tisser des liens forts avec les élèves au travers de toutes les activités non formelles qu'ils conduisent. En effet, tout en faisant découvrir leur culture et en s'intéressant à la culture polynésienne par des activités menées par les élèves, ils sont des ambassadeurs très efficaces pour promouvoir la mobilité européenne.

*Tatiana, étudiante BTSA Développement de l'Agriculture des Régions Chaudes (DARC) en Belgique*

## La Nouvelle-Calédonie «coache» ses BTS Agricoles

Située à 17 000 km de la métropole, dans le Pacifique Sud, la Nouvelle-Calédonie a un modèle d'enseignement unique : une année scolaire de février à décembre, une compétence transférée au territoire depuis le 01 janvier 2012 en ce qui concerne l'enseignement secondaire.

L'Enseignement Agricole supérieur n'offre localement qu'un BTSA « DARC». Pour toutes les autres poursuites d'études, les étudiants doivent quitter le caillou.

Le parcours est difficile pour nos jeunes : pas de numéro de sécurité sociale et donc pas de carte vitale, pas d'euro mais le franc pacifique, pas d'aides au logement, des habitudes bancaires différentes.

Et puis comme pour tous les ultra-marins, l'éloignement, le climat, des modes de transport inconnus (train, métro,...).

Le constat était sévère : 50% d'érosion en fin de 1ère année et 25% de réussite à l'examen. La Nouvelle-Calédonie devait mieux faire.

L'aventure a commencé en 2015 avec seulement 8 candidats, pour être généralisée à tous depuis 2018. Le succès est au rendez-vous : 13% d'érosion en fin de 1ère année et 60% de réussite à l'examen.

**Mais en quoi consiste ce coaching ?**

1. Une phase de séminaire préparatoire pour (re)découvrir les référentiels du BTSA et des options, motiver et engager chaque projet de réussite personnelle et scolaire, se projeter dans le nouvel environnement, développer l'intégration et l'autonomisation, développer sa confiance en soi et gérer les situations stressantes,
2. Finir en décembre et reprendre son BTSA en septembre peut permettre d'oublier beaucoup de choses, mais aussi de renforcer ses acquis ; c'est le but du soutien scolaire de juillet (mathématiques-français-physique),
3. La coach assure pendant la scolarité une interface possible pour les démarches administratives, un lien avec les familles, un soutien psychologique (moral et scolaire). Les contacts sont réguliers par téléphone, Skype ou réseaux sociaux.
4. Le développement du réseau des étudiants.

## Le lycée Agricole John DOOM de Taravao, une réelle « aubaine » stratégique en faveur du développement des archipels éloignés qui constituent le territoire polynésien

Entretien avec Gordon BARFF, Chef d'établissement du Lycée John Doom de Taravao.

En août 2018, le Lycée John Doom a ouvert ses portes, proposant deux filières de formation aux jeunes du territoire : la filière Agro-alimentaire et la filière Productions animales centrée sur l'aquaculture.

### Répondre aux besoins économiques du territoire

▶ POURQUOI L'AQUACULTURE ?

**L'environnement**

La Polynésie française est composée de 118 îles et atolls, avec une surface maritime (5 millions de km2) aussi grande que l'Europe. Avec 4200 km2 de terres émergées, nous sommes entourés d'eau et ne développons pas cette zone.

**Les habitants**

Les habitants sont naturellement très attirés par la mer, excellents pêcheurs et navigateurs. (Près de 280 000 hab.)

**L'impact écologique**

La mer est très exploitée et certaines zones sont « surpêchées ». L'aquaculture pourrait pallier à la raréfaction de certaines espèces marines très prisées et permettre de préserver à long terme la ressource naturelle.

**Une nouvelle formation**

Aucune formation en Polynésie de niveau bac ne concerne les métiers de la mer.

**Une orientation porteuse d'avenir**

L'exploitation raisonnée de la mer reste et doit devenir un atout fort de développement.

▶ POURQUOI LA TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE ?

**Soutenir et contribuer au développement de l'emploi local**

Nous nous proposons de former de jeunes polynésiens qualifiés et capables de travailler de manière efficiente dans les entreprises existantes. Nous souhaiterions aussi susciter leur enthousiasme et leur dynamisme pour favoriser l'émergence d'idées nouvelles et la création de structures de pointe. Dans cette optique, nous proposons de mettre notre toute nouvelle halle agroalimentaire à disposition des porteurs de projets locaux pour les soutenir dans le développement de leurs idées avec l'appui technique et scientifique des élèves et des enseignants.

*Gordon BARFF, Chef d'établissement du Lycée John Doom de Taravao*

**Réduire les importations**

En Polynésie française, beaucoup de denrées alimentaires sont importées, même des produits provenant de pays tropicaux qui existent ici : Lait de coco en conserve, jus de citrons, papayes confites, bananes séchées, filets de tilapia, conserves de thon ou de bœuf.

**Valoriser la production agricole locale**

Les agriculteurs manquent de débouchés :

- Transformer leurs produits apportera une plus-value non négligeable.
- Les stocker sous vide ou sous une autre forme pour les conserver plus longtemps serait à exploiter.
- Permettre d'investir dans d'autres marchés, à l'international.

**Une formation innovante**

Aucune formation initiale de cette filière en milieu scolaire n'existe sur le Territoire.

L'agro-alimentaire peut, comme dans beaucoup de pays, devenir une source d'emplois encore plus importante. La communication et la promotion de ces spécialités restent insuffisantes dans l'orientation scolaire et universitaire de nos élèves. Nos ménages, nos actuels consommateurs ne réalisent pas tout le potentiel en termes de micro-activités rémunératrices, que peut générer le panel de spécialités relevant de cette formation.

**Les besoins de la filière agroalimentaire**

Si la filière agroalimentaire se développe, elle a un large besoin de formations en matière de normes et d'hygiène, mais aussi dans le domaine du conditionnement des produits bruts locaux.

Constat :
Les petits producteurs manquent d'espace sain et de conscientisation des conditions de préparation et conditionnement de leurs produits qui sont destinés directement à la commercialisation en coopérative agricole locale :

- pas ou peu d'équipement en petits matériel de conditionnement
- pas de matériel de cuisson et stérilisation conforme. Dès lors que la qualité des cultures se trouvent être supérieures à la normale, la transformation est limitée dans son processus de « prise en main et traitement ».
  - Besoins en METHODES DE CONSERVATION à échelle familiale
  - Besoin en COMMERCIALISATION et COMMUNICATION de façon plus ouverte vers la ville et le monde du marché de l'offre de Tahiti, la grande ville.
  - Besoin en MAITRISE DE TRANSFORMATION pour éviter la FERMENTATION

**Les besoins de la filière aquacole**

Le territoire polynésien exploite l'activité aquacole, à la fois de manière industrielle et traditionnelle. Sur ces deux modèles, l'activité économique constitue la base même du quotidien vital du polynésien citadin et du « kaina » ou natif îlien des Marquises.

Les activités d'élevage de crevettes, de poissons, et dans quelques mois, le projet aquacole de Hao sur l'archipel de Tuamotu, préfigurent d'une potentielle demande de personnels ouvriers qualifiés et cadres.

**Le Lycée John DOOM, acteur économique du territoire**

Le lycée Agricole John DOOM répond à ce marché dans un processus déjà engagé par les entreprises privées et le gouvernement polynésien, et soutenu par les aides publiques de l'Etat. L'accompagnement pédagogique dans un secteur si particulier et spécialisé par sa promotion dans la formation scolaire et qualifiante, tient toute sa place de « détecteur, prospecteur, et initiateur tout en impulsant une dynamique de réseaux à échelle artisanale et familiale ».

La communauté polynésienne où grandit le Lycée agricole John DOOM, s'industrialise à un rythme qu'il faut assimiler rapidement pour ajuster les modes de vie et les types de consommation avec prévention et lucidité.

Notre patrimoine naturel n'est pas à l'abri d'exploitation « hors normes », un danger au delà d'une aubaine, un message que le lycée John DOOM veille à véhiculer dans son cheminement de maturation scolaire.

**Fiche d'identité du Lycée John Doom**

Ouverture : Août 2018

Filières proposées :

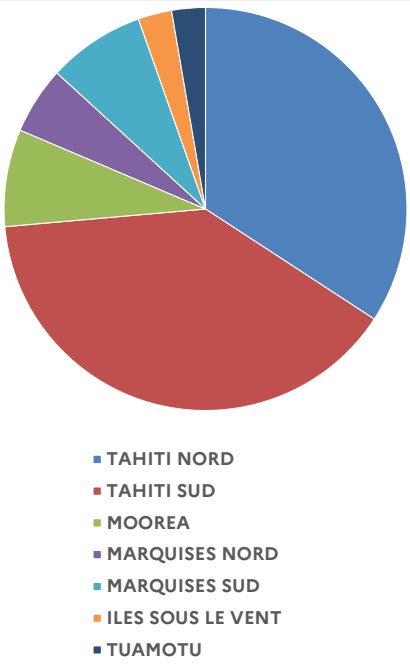
- Bac pro BIT-Bio-Industries de transformation
- Bac Pro Aquaculture

Effectifs :

- 2020-2021 : 91

Promotion :

- La première promotion de bacheliers est attendue en juin 2021



**Structurer le schéma de formation à long terme**

- La promotion des spécialités en place,
- L'ouverture d'un potentiel centre de formations pour adultes vers l'ensemble du territoire qui couvre près de 4 804 000 km² ZEE comprise,
- Le projet d'ouverture d'un enseignement supérieur sur Hureptiti, fief de l'autorité ecclésiale, localisé sur l'archipel de la Société, sur l'île de Tahaa, vers une spécialité tournée sur l'élevage de crabes, de squilles, etc,
- L'accueil sur le site de Teahupoo, situé à 18km de Taravao des épreuves de surf des Jeux Olympiques de 2024,
- L'identification du site de Taravao en tant que plateforme d'enseignements spécialisées ouvertes vers le territoire du Pacifique francophone et anglophone.

Le CNEAP est un moteur fort de cette démarche territoriale spécifique à la Polynésie française.

**Former la jeunesse sur son territoire : un enjeu important pour la Polynésie française**

- La demande de formations sur site (itinérante) se révèle progressivement dans les campagnes d'information et de communication effectuées dans les îles et les communes.
- La présence de techniciens, d'experts, de spécialistes de la question est sollicitée.
- Il nous faut tout d'abord répondre à ce public jeune en recherche d'identité qu'il nous faut encourager à retourner travailler chez eux. Le retour dans les îles reste une situation délicate à prendre en compte quand on a fréquenté les bancs de l'école dans la grande ville.

**Lycée / Entreprise, un binôme gagnant pour les jeunes !**

Dans le cadre de la formation, les stages sur Tahiti et dans les îles participent largement à :

- L'intégration du jeune dans un groupe de salariés en entreprise et l'adaptation à une ambiance et une organisation professionnelle
- L'ajustement des comportements et du travail de l'élève au règlement de fonctionnement de l'entreprise et enfin
- Le métier, la spécialité du terrain.

Les entreprises VERDEEN, moyenne entreprise de conditionnement de produits maraichers et fruits locaux, HEIVA DE TAHITI, petite entreprise de fabrication de produits cosmétiques... AQUAPAC, petite entreprise d'élevage de crevettes locales, constituent aujourd'hui nos partenaires privilégiés.

**Et demain ?**

Il faut poursuivre le déploiement de l'enseignement agricole en Polynésie française afin de maintenir et de renforcer la coopération entre les lycées Sainte Athanase situé aux Marquises et le Lycée Agricole d'Opunohu situé sur l'ile de Moorea.

Une filière générale ainsi que des formations supérieures (Bac+2) sont envisagées.

## Un centre de préformation « football féminin » au Lycée Agricole de Saint Joseph (La Réunion)

A La Réunion le football est sport roi. Les championnats locaux sont très suivis et, régulièrement, de jeunes Réunionnais brillent sur les terrains de métropole.

Chez les jeunes filles l'activité est en plein essor mais jusqu'à présent elles devaient se contenter de rares places dans les structures locales réservées aux garçons.

Afin de valoriser l'énorme potentiel du foot féminin à La Réunion la ligue régionale a décidé de créer un centre de préformation réservée aux jeunes filles (13-14 ans).

Il manquait l'essentiel : un collège et des structures d'accueil.

Idéalement implanté dans le sud de l'Île, et reconnu pour son ouverture sur l'extérieur, le Lycée Agricole de Saint Joseph est rapidement entré dans le projet.

Depuis août 2019 le centre de préformation est installé sur le site de l'EPLEFPA à quelques mètres de l'Océan Indien, comme une ouverture vers de plus larges horizons.

Au niveau national, l'accueil des footballeuses de haut niveau se fait dans les pôles espoirs inter-régionaux. Ces pôles reçoivent des sportives de 15 à 18 ans en âge d'entrer dans des lycées. L'adaptation est forcément plus difficile pour les jeunes d'outre-mer en proie au déracinement.

L'objectif du centre de préformation de Saint Joseph est de préparer les jeunes footballeuses à l'intégration de ces pôles espoir.

Un aménagement d'horaires permet de suivre une scolarité complète sur le collège voisin. Le Lycée agricole, lui, met à disposition les installations sportives. Il a aussi un rôle essentiel dans la préparation à la vie en collectivité : ici pas question pour les 21 futures pépites de rentrer à la maison le soir, même si on habite à proximité. L'apprentissage vers le haut niveau passe par la vie en internat.

Côté sportif pas moins de 6 séances d'entrainement par semaine. L'encadrement est assuré par la ligue de football avec l'appui de la municipalité de Saint Joseph (entraineurs, préparateurs physiques, intervenants en yoga et sophrologie..).

L'ouverture sur le territoire est exceptionnelle : le Lycée agricole a progressivement intégré ce nouveau public dans ses cohortes et les entrainements rythment désormais les soirées sur le campus.

Première année et premiers succès puisque 4 jeunes filles ont déjà brillamment intégré les pôles espoir de Tours, Bordeaux et Strasbourg.

Le dispositif marque les esprits et pourrait bientôt être étendu avec notamment un pôle espoir «randonnée sportive», discipline dans laquelle le Lycée se distingue (vice-champion de France 2019 dans la catégorie des lycées professionnels).

**Liens :**

**L'EPLEFPA de Saint Joseph**

L'établissement est le centre d'enseignement agricole le plus ancien de La Réunion. Son origine remonte à 1955. Implanté dans le sud de l'Île de La Réunion, il comprend un lycée, un CFAA, un CFPPA et une exploitation agricole dont le parcellaire débouche sur l'immensité de l'Océan Indien. Cette implantation fait de la structure l'établissement de formation européen le plus austral de la planète.

Les pôles de compétence sont nombreux : élevage, agroéquipement, agroalimentaire, horticulture florale, maraîchage, gestion forestière. D'autres domaines sont abordés en partenariat avec l'autre EPLEFPA de l'Île (Saint Paul).

L'établissement accueille chaque année 240 élèves, 150 apprentis et des stagiaires de la formation adulte pour 90 000 heures.

Les formations au Lycée et au CFA se déclinent du CAPa au BTSA.

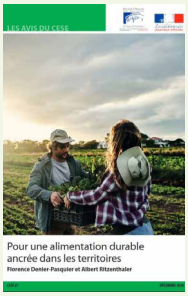
Le CFPPA, outre les formations classiques, développe des parcours en relation avec la grande originalité du territoire.

L'exploitation est une ferme de polyculture élevage de grande dimension : maraichage, horticulture florale, canne à sucre, vaches laitières, porcs, volailles de chair, poules pondeuses, chèvres et depuis 2020 un atelier d'aquaponie.

## « À LIRE »

**Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires**

Disponible en ligne à télécharger ici ▶




Présentation

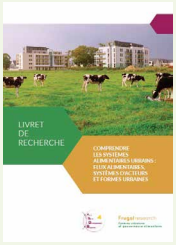
La récente crise sanitaire, le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité, l'augmentation de la précarité alimentaire et les nombreux mouvements sociaux, font plus que jamais de l'alimentation un enjeu capital pour la société. Ils interrogent le système alimentaire mondialisé construit au XX$^{ème}$ siècle qui n'est pas durable et doit être repensé.

Organiser la transition vers une alimentation durable nécessite de s'appuyer sur la notion de régimes alimentaires eux-mêmes durables qui, selon la définition de la FAO, « contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines ».

Si des initiatives collectives et des Projets Alimentaires Territoriaux se sont multipliés au cours des dernières années, permettant d'amorcer une transition vers des modèles plus résilients, ils restent limités aux territoires volontaristes et aux énergies de celles et ceux qui les mettent en œuvre.

Le CESE s'est emparer de ce sujet dont la crise sanitaire de la Covid-19 a amplifié les défis. Ses travaux ont conduit à identifier certaines faiblesses de nos systèmes alimentaires comme la forte dépendance aux importations pour des aliments (fruits et légumes frais, légumineuses) nécessaires à des régimes équilibrés au plan nutritionnel ou les tensions entre l'organisation actuelle de l'aide alimentaire et la réduction du gaspillage alimentaire.

**SYSTÈMES ALIMENTAIRES**




Comprendre les systèmes alimentaires urbains : résultats du projet FRUGAL

De 2016 à 2020, le projet FRUGAL a travaillé sur les caractéristiques et les évolutions des systèmes alimentaires de 11 aires urbaines françaises, localisées dans le Grand Ouest et en Rhône-Alpes. Ces travaux sont originaux à deux titres : tout d'abord par leur approche systémique, combinant analyse des flux et analyse des jeux d'acteurs ; ensuite pour leur effort de spatialisation des enjeux. Le livret présente les principaux enseignements en quatre volets : flux alimentaires, systèmes d'acteurs, formes urbaines, approche globale des systèmes alimentaires urbains.

## « À NOTER »

**Les agrowebinaires du mardi de 13h à 14h**

**Mardi 26 janvier 2021**

***« Le crowdsourcing en agriculture en pratique : data challenges, hackathons à la ferme, concours d'innovations étudiants »***

Utiliser l'intelligence, l'inventivité, les compétences et le savoir-faire du plus grand nombre, grâce aux technologies numériques permet de s'ouvrir à de nouvelles possibilités d'innovation.

Dans le domaine de la recherche, de l'enseignement ou du développement agricole plusieurs évènements ces dernières années ont permis de mobiliser des développeurs, des data scientists, des étudiants, des agriculteurs, dans des formes nouvelles de compétition.

La coopération, l'ouverture des données, la créativité ont ainsi permis de faire émerger de nouveaux services, de nouveaux modèles ou parfois même des start-ups.

*S'inscrire au webinaire*

*Consulter le programme*

**Contacts :**
Agreenium : *contact@agreenium.fr*

Acta : *communication@acta.asso.fr*

## « DÉPARTS DE LA DGER »

**Isabelle CHMITELIN**, Directrice générale de l'APCA

**Philippe VINCENT**, CGAAER

**Florence MOZ**, Rectorat de Lyon

**Francine RANDI**, retraite

## « NOMINATIONS»

### Établissements d'enseignement supérieur

**Valérie BADUEL**

Par décret du président de la République en date du 21 décembre 2020, Mme Valérie BADUEL, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, est nommée directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, à compter du 4 janvier 2021.

**Anne-Lucie WACK**

Par décret du président de la République en date du 4 janvier 2021, Mme Anne-Lucie WACK, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, est nommée directrice générale de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Actu' **DGER,** prochain numéro début mars

LAVENTURE DUVIVANT.FR
RÉVÈLE TON TALENT